

**OXFAM GB**

**EVALUATION DES CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES EN  
GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES**

**[PHOTO REMOED]**

**RAPPORT FINAL**

**AVRIL 2007**



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1<sup>er</sup> Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti  
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850  
Email : caribeenne\_e\_e@yahoo.com

## RESUME EXECUTIF

Les communes de Bas Limbé, de Port-Margot et du Borgne, situées à l'Ouest du Cap-Haïtien, et celle du Limbé au Sud-Ouest, représentent quatre des communes les plus vulnérables du département du Nord. Ces quatre zones ont toujours traîné derrière elles une histoire de catastrophes liées aux menaces naturelles. En effet, de 2001 à 2005, l'inondation a provoqué la mort de plus de 59 personnes dans cette région, sans compter la destruction complète de plus d'une centaine de maison, la perte des centaines têtes de bétail et la dévastation des centaines d'hectare de culture.

Ainsi, dans le but de contribuer à la réduction du niveau de vulnérabilité de ces communautés, OXFAM GB a conçu et mis en œuvre un projet intitulé : « *Improving Community Preparedness in the Northern Department* ». Ce projet, cofinancé par l'Union Européenne dans le cadre de son programme DIPECHO, fixe, au niveau des communes précitées, les objectifs suivants :

- Créer des comités municipaux de Protection Civile et former leurs membres en matière de GRD.
- Créer des brigades de Protection Civile dans chaque section des communes retenues et former leurs membres en gestion de risques et de catastrophes naturelles.
- Informer et sensibiliser le grand public à savoir : Femmes, hommes et enfants sur les menaces existant et comment y faire face.

Pour atteindre ces objectifs, l'équipe de ce projet, dont la mise en œuvre a duré 15 mois à compter de 15 octobre 2005, a utilisé une méthodologie axée autour d'une série de modules de formation en GRD tant pour les brigades que pour les comités municipaux et par la distribution de certains matériels et équipements capables d'aider ces structures fraîchement créées dans la mission qui leur incombe.

En décembre 2006, le projet a bouclé son cycle. Et en mars 2007, la Société Caraïbienne des Eaux et de l'Environnement (SOCAEE) a été recrutée via un appel d'offre ouvert en vue de réaliser une mission au niveau des communes du Limbé, de Bas Limbé, de Port-Margot et du Borgne afin d'évaluer les résultats du projet. Cette mission d'évaluation, qui doit s'effectuer dans un intervalle d'un mois, a pour objectifs spécifiques de :

- Inventorier les connaissances acquises tant par les populations cibles que par les membres des Comites Communaux de Protection Civile en matière de gestion des risques et des désastres.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1<sup>er</sup> Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti  
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850  
Email : caraibeenne\_e\_e@yahoo.com

- Répertorier les nouvelles pratiques acquises par les populations cibles et les stratégies pour s'apprêter constamment à affronter les catastrophes naturelles et atténuer leurs effets désastreux.
- Analyser, en se basant sur la perception du risque et de la conscientisation à la vulnérabilité, les changements d'attitude et de comportement des populations cibles pour faire face aux catastrophes naturelles, s'adapter en leur occurrence et réduire les risques des désastres.

Pour réaliser ce travail, l'essentiel de la méthodologie utilisée par la mission s'articule, d'une part, autour d'entretiens collectifs (focus group) avec les comités municipaux et les brigades de protection civile mises en place dans les quatre communes et, d'autre part, autour d'enquêtes individuelles touchant hommes, femmes et enfants des quatre municipalités.

Les résultats de l'étude montrent que les membres des Comités Municipaux de Protection Civile (CMPC) et des Brigades de Protection Civile (BPC) mis en place par OXFAM GB sont assez bien formés. En effet, ils possèdent des connaissances assez larges sur les différents risques encourus par leur communauté respective, des idées précises sur la prévention et la mitigation des désastres et un savoir assez élaboré en ce qui concerne les procédures à mettre en œuvre devant aboutir à un plan de réponse en matière de gestion de risques et des catastrophes naturelles. Ces connaissances assez diversifiées dans le domaine les ont conduit, sous la supervision d'OXFAM, à l'élaboration d'un plan de réponse pour faire face aux éventuels désastres dans leur communauté, lequel plan prend en compte toutes les activités à réaliser avant, pendant et après une catastrophe.

La mission croit que les plans conçus par les structures répondent, certes, à une normativité technique en matière de GRD, mais ne valorisent pas assez les connaissances locales pour n'avoir pas privilégié la participation communautaire dans leur élaboration. Ils devraient être des projets communautaires de gestion du territoire focalisés sur la question du risque avec identification et localisation des principales menaces, vision de la vulnérabilité et formulation de plans d'action (avant, pendant et après).

En outre, l'applicabilité de ces plans n'est pas très claire. En effet, la réponse à une catastrophe naturelle demande des moyens en termes d'équipement, de ressources financières et humaines. Les informations obtenues montrent que ces comités sont assez dépourvus. Il y a un manque de volontaires formés et d'éventuelles sources financières ne sont pas encore identifiées.

La viabilité des structures est un autre aspect très important auquel la mission a accordé une attention particulière. En effet, il a été remarqué que les CMPC et les BPC n'ont pas de projets concrets en vue et ça peut être fatal pour la dynamique des groupes aussi jeunes. Cela peut freiner toute motivation et rend les structures moribondes. Et là se pose la question de



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1<sup>er</sup> Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti  
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850  
Email : caraibeenne\_e\_e@yahoo.com

leur reconnaissance officielle par la Direction de Protection Civile du Nord qui est encore dans l'impasse. En fait, une affiliation à cette structure départementale pourrait être bénéfique pour la psychologie des membres des groupes et peut être que ces derniers auront le bénéfice d'un minimum de suivi.

En ce qui concerne la population, la mission croit qu'elle a une quantité d'informations assez claire sur les menaces les plus pesantes comme les inondations, les cyclones, les tremblements de terre, et ce, tant chez les enfants que chez les adultes. Cependant, les pratiques et les mesures de protection adoptées par les gens sont assez faibles quand on sait que 68% des enfants et environ 55% des adultes enquêtés se disent habités dans des lieux inondables et 35% seulement savent où se réfugier pour se protéger en cas de catastrophes.

Nous pensons qu'il reste encore beaucoup à faire en termes de protection familiale. La visibilité des CMPC doit être augmentée pour améliorer l'état psychologique des gens à faire face aux désastres et des mesures communautaires sont de mise afin de dégager des aires sécurisantes pour les bétails en cas de l'imminence d'une catastrophe.

Sur base de ce diagnostic nous recommandons de :

#### *A. Diversifier la formation des structures municipales et locales*

Les formations en GRD doivent être appuyées par d'autres types de formation qui tendent à leur inculquer un certain esprit d'initiative, et cela dans le seul but de préserver la motivation des membres et par conséquent assurer la viabilité des structures mises en place.

#### *B. Favoriser la participation locale dans l'élaboration des plans de réponses aux catastrophes naturelles.*

Les plans de réponses en R&D élaborés par les structures mises en place sont assez valables en terme normatif. Cependant, ils ne prennent pas assez l'aspect culturel des communautés et les connaissances locales en la matière. Des plans conçus avec une forte participation des gens au sein de la communauté résoudraient ce problème et cette façon de faire contribuerait à l'augmentation de la visibilité des groupes constitués et à la sensibilisation de beaucoup plus de gens au niveau des communes.

#### *C. Intégrer les organes officiels de protection civile (la DPC par exemple) dans la mise en place et dans la formation des structures*

Les structures mises en place sont appelées à résister au temps. Pour cela, elles doivent être insérées dans une dynamique qui tend à pérenniser la motivation des gens soit à travers des séminaires de formation, soit à travers le financement de petits projets en mitigation de désastres. Et là, leur affiliation à la DPC est un impératif.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1<sup>er</sup> Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti  
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850  
Email : caraibeenne\_e\_e@yahoo.com

#### *D. Améliorer la stratégie de communication au grand public*

En ce qui concerne la sensibilisation du grand public en matière de risques et des désastres, certaines stratégies utilisées dans le cadre du VIH-SIDA sont applicables. Par exemple, un poster géant dans une communauté avec des slogans pertinents, ne passera pas inaperçu. En outre, l'organisation de « meeting » en plein air est un autre moyen pouvant aider à l'amélioration de la communication au grand public.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1<sup>er</sup> Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti  
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850  
Email : caraibenne\_e\_e@yahoo.com



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1<sup>er</sup> Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti  
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850  
Email : caraibeenne\_e\_e@yahoo.com

## TABLES DES MATIERES

<b>RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>0</b>
<b>TABLES DES MATIERES.....</b>	<b>4</b>
<b>SIGLES ET ABBREVIATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>5</b>
<b>LISTE DES FIGURES .....</b>	<b>5</b>
<b>1. INTRODUCTION.....</b>	<b>6</b>
<b>1.1 LE CONTEXTE HAÏTIEN EN MATIERE DE RISQUE / BUT DU PROJET .....</b>	<b>6</b>
<b>1.2 PRÉSENTATION DES AIRES D’INTERVENTION DU PROJET.....</b>	<b>7</b>
<i>1.2.1 Localisation et accès des zones d’étude.....</i>	<i>7</i>
<i>1.2.2 Population.....</i>	<i>7</i>
<i>1.2.3 Environnement et cataclysmes naturels.....</i>	<i>8</i>
<b>1.3 BRÈVE DESCRIPTION DU PROJET .....</b>	<b>9</b>
<b>1.4 LES OBJECTIFS DE L’ÉVALUATION / DURÉE .....</b>	<b>10</b>
<b>1.5 MÉTHODOLOGIE.....</b>	<b>10</b>
<i>1.5.1 Recherche documentaire .....</i>	<i>11</i>
<i>1.5.2 Entretiens semi structurés.....</i>	<i>11</i>
<i>1.5.3 Entretiens de groupe.....</i>	<i>11</i>
<i>1.5.4 Enquêtes individuelles.....</i>	<i>11</i>
<i>1.5.5 Observations.....</i>	<i>12</i>
<i>1.5.6 Traitement des données .....</i>	<i>12</i>
<b>1.6 ORGANISATION DU DOCUMENT.....</b>	<b>12</b>
<b>2. RÉSULTATS ET ANALYSE.....</b>	<b>12</b>
<b>2.1 LES COMITÉS MUNICIPAUX DE PROTECTION CIVILE (CMPC) .....</b>	<b>12</b>
<i>2.1.1 La structure organisationnelle des CMPC.....</i>	<i>13</i>
<i>2.1.2 La capacité de réponses des CMPC.....</i>	<i>15</i>
<b>2.2 LES BRIGADES DE PROTECTION CIVILE (BPC).....</b>	<b>18</b>
<i>A. Présentation des brigades.....</i>	<i>18</i>
<i>B. Connaissances des brigades en GRD.....</i>	<i>18</i>
<i>C. Plan de préparation des brigades.....</i>	<i>19</i>
<i>D. Analyse aspect institutionnel / capacités de réponse des brigades.....</i>	<i>19</i>
<b>2.3 LES BÉNÉFICIAIRES DES DIFFÉRENTES MUNICIPALITÉS.....</b>	<b>20</b>
<i>2.3.1 Connaissances des menaces des bénéficiaires.....</i>	<i>20</i>
<i>2.3.2 Pratiques sécuritaires des bénéficiaires des différentes communes en R&amp;D .....</i>	<i>21</i>
<i>2.3.3 La capacité de réponse de la population .....</i>	<i>22</i>
<i>2.3.4. Analyse des résultats.....</i>	<i>24</i>



Une meilleure stratégie pour la gestion de l’eau et de l’environnement

2, Apt 1<sup>er</sup> Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haiti  
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850  
Email : caraibeenne\_e\_e@yahoo.com

<b>3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>25</b>
<b>3.1 CONCLUSION.....</b>	<b>25</b>
<b>3.2 RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>26</b>

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

## ANNEXES

## SIGLES ET ABREVIATIONS

DPC	: Direction de la Protection Civile
GRD	: Gestion des risques et des désastres
CMPC	: Comité Municipal de Protection Civile
BPC	: Brigades de Protection Civile
IHSI	: Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique
SOCAEE	: Société Caraïbienne des Eaux et de l'Environnement
CCI	: Cadre de Coopération Intérimaire
RGPH	: Recensement Général de Population Haïtienne
DIPECHO	: Bureau de préparation Catastrophe de l'Aide Humanitaire

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	: Niveau d'assimilation des formations dispensées aux membres des CMPC
Tableau 2	: Niveau de connaissance des brigades pour les différents thèmes traités

## LISTE DES FIGURES

Figure 1	: Département du Nord d'Haïti / Communes ciblées par l'étude
Figure 2	: Répartition de la population par tranche d'âge au niveau des communes (Limbé, Bas Limbé, Port Margot, Borgne) touchées par l'étude.



Une meilleure stratégie pour la gestion de l'eau et de l'environnement

2, Apt 1<sup>er</sup> Etage, Rue Cameau, Port-au-Prince, Haïti  
Tél : 210 / 1313 ; 448-8850  
Email : caraibienne\_e\_e@yahoo.com



© Oxfam GB 2007

First published online by Oxfam GB in 2010.

This document is part of a collection of programme evaluations available from Oxfam GB in accordance with its evaluation policy.

This document was originally written for internal accountability and learning purposes, rather than for external publication. The information included was correct to the evaluator's best knowledge at the date the evaluation took place. The views expressed in this report are those of the author(s) and do not necessarily reflect Oxfam's views.

The text may be used free of charge for the purposes of advocacy, campaigning, education, and research, provided that the source is acknowledged in full. The copyright holder requests that all such use be registered with them for impact assessment purposes. For copying in any other circumstances, or for reuse in other publications, or for translation or adaptation, permission must be secured and a fee may be charged. Email [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

For further information on the issues raised in this document email [phd@oxfam.org.uk](mailto:phd@oxfam.org.uk)

Oxfam is a registered charity in England and Wales (no 202918) and Scotland (SC 039042). Oxfam GB is a member of Oxfam International.

**[www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)**